



HAL
open science

A. Tryfonidou, **The Impact of Union Citizenship on the EU's Market Freedoms**

Lionel Zevounou

► To cite this version:

Lionel Zevounou. A. Tryfonidou, The Impact of Union Citizenship on the EU's Market Freedoms. *Revue française de droit constitutionnel*, 2017. hal-01630757

HAL Id: hal-01630757

<https://hal.parisnanterre.fr/hal-01630757>

Submitted on 8 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Compte-rendu de lecture :

A. Tryfonidou, *The Impact of Union Citizenship on the EU's Market Freedoms*, Oxford, Hart Publishing, 2016, 259.p

Lionel Zevounou

Associate professor à l'Université de Reading, Alina Tryfonidou livre un travail remarquable, autant par sa clarté technique que son érudition sur un thème largement rebattu : celui des libertés de circulation. L'originalité du propos se lit dès la page 11 où l'auteur propose d'examiner le lien entre les libertés de circulation et la citoyenneté européenne. Plus précisément, elle se demande de quelle manière le régime de la citoyenneté européenne influence ou *devrait* influencer l'interprétation des libertés de circulation qui s'attachent en théorie à la construction du marché unique. Cette réflexion est née, nous dit A. Tryfonidou (p. 12), d'une recherche antérieure prenant pour objet les situations purement internes¹. Cette expression de « *reverse discrimination* », qu'il faudrait traduire par « *discrimination à rebours* », correspond au contexte dans lequel pour deux ressortissants de l'Union placés dans une situation similaire, l'un se retrouve désavantagé par son droit national au regard de l'autre ressortissant mieux protégé par le droit de l'Union. Ce travail antérieur sur les discriminations à rebours a permis de mettre en lumière une nouvelle tendance dans la politique jurisprudentielle de la Cour de justice de l'Union. Dans certaines affaires touchant aux situations purement internes, le raisonnement de la Cour n'obéissait plus au seul objectif d'approfondissement du marché intérieur ; il s'est avéré que la catégorie de citoyenneté européenne permettait finalement d'éclairer le raisonnement proposé par la Cour dans des contentieux où le juge faisait fi du critère d'extranéité. On saura gré à l'auteur d'avoir procédé à un travail terminologique préalable, notamment concernant l'opposition entre « droits fondamentaux » (*fundamental rights*) et « droits ou libertés instrumentalisés » (*instrumental rights/freedoms*). Cette dernière opposition traverse l'ensemble de la thèse. La catégorie de « *fundamental rights* » peut se définir comme un droit *substantiel* ; un droit qui, dans la jurisprudence de la Cour, ne serait pas instrumentalisé au service d'un projet économique plus large (p. 13-14).

C'est à partir de cette distinction (*fundamental rights/instrumental rights*) qu'Alina Tryfonidou rappelle au chapitre 1^{er} de quelle manière la citoyenneté européenne a pu s'épanouir comme une catégorie juridique à part entière au regard des acquis du traité de Maastricht – même si l'auteur montre avec conviction que la Cour s'orientait déjà en ce sens avant Maastricht (p. 64-79). Si, dans un premier temps, la citoyenneté européenne a été interprétée à l'aune des libertés de circulation, elle s'en est progressivement détachée dans un second temps, avec les affaires *Martinez Sala*, *Grzelczyk*, *Baumbast*, *Bidar* et *Garcia Avello* (p. 30). Ainsi, les libertés de circulation, attribuées à des personnes physiques *d'abord* considérées comme des acteurs économiques se sont ensuite muées, avec la citoyenneté européenne, en libertés substantielles visant à asseoir un ordre politique à part entière. Le point d'orgue de cette évolution est atteint avec les arrêts *Ruiz Zambrano* et *Rottmann*² où la catégorie de citoyenneté européenne trouve à s'appliquer sans la reconnaissance d'un élément d'extranéité. Ces arrêts ont ouvert la voie au raisonnement selon lequel les libertés de circulation attribuées aux personnes physiques par les traités le sont d'abord au regard du statut qui s'attache à la citoyenneté européenne. Cette thèse est reprise au chapitre 4 s'agissant de la libre circulation des marchandises. Alina Tryfonidou va plus loin encore : elle propose une systématisation possible d'un raisonnement téléologique orienté vers une consécration pleine et entière de la citoyenneté européenne (p. 155-196). Dans ce cadre, la Cour devrait maintenir une approche instrumentale des libertés de circulation (orientées vers la

¹ A. Tryfonidou, *Reverse Discrimination in EC Law*, The Hague, Kluwer, 2009.

² Dans le même sens : CJCE (Grande ch.), 21 février 2006, *Hans-Jürgen et Monique Ritter-Coulais*, aff. C-152/03, Rec. 2006-I-01711.

réalisation du marché unique) s'agissant de contentieux touchant aux ressortissants extra-européens. À l'inverse, lorsque ces mêmes libertés de circulation sont invoquées par des citoyens européens, l'approche substantialiste devrait primer dans le raisonnement du juge.

Quoique convaincante, la thèse interroge sur certains points. Le propos d'Alina Tryfonidou s'inscrit sans conteste dans le vaste renouveau que connaît depuis plusieurs années la doctrine de l'Union sur la manière d'appréhender le projet politique européen : il s'agit de mettre l'accent sur le fait que l'Union constitue désormais plus qu'un simple marché mais un processus politique à part entière dont la citoyenneté européenne ou l'Espace de Liberté, Sécurité et Justice seraient les nouveaux moteurs. L'auteur évacue néanmoins dès l'introduction toute référence à une discussion de nature politique sur la citoyenneté européenne, chose qui, de notre point de vue, nuit à la force de conviction de la thèse. Car si Alina Tryfonidou se défend d'entrer dans un débat de science politique sur ce que signifie la citoyenneté européenne, elle n'en postule pas moins une certaine conception. N'est-ce pas, en définitive, à cette conception sous-jacente de la citoyenneté que renvoie l'auteur afin de proposer un principe unificateur d'interprétation des libertés de circulation désormais orienté vers la citoyenneté européenne³?

³ Conception proche de celle développée par Habermas : J. Habermas, *La Constitution de l'Europe*, Paris, Gallimard, 2012, coll. « NRF Essais », trad. C. Bouchindhomme.